

Georges Corm: C'est le dirigisme bancaire qui a mené le Liban à la catastrophe



L'historien a souvent qualifié le Liban d'«État tampon» opprimé par les appétits des grandes puissances. (Photo fournie)

Short Url

<https://arab.news/j8em9>

Yara Sarkis

Publié le 02 juin 2021

- «Ce qui a fait de la livre libanaise une des monnaies les plus solides, est le taux de change flottant de la livre»
- «Le gouvernement central emprunte afin de rembourser ses emprunts. Toutes ces recettes ont asphyxié l'économie du pays»

BEYROUTH: Au lendemain du rapport publié par la Banque mondiale, intitulé «Le naufrage du Liban: Top 3 des pires crises mondiales», *Arab News en français* revient sur la situation économique désastreuse qui prévaut au pays du Cèdre.

Georges Corm est économiste et historien libanais, spécialiste du Moyen-Orient et de la Méditerranée consultant auprès d'organismes internationaux et d'institutions financières. Il a été ministre des Finances du Liban durant les années 1999-2000.

Il livre pour *Arab News en français* sa lecture de la situation financière au Liban, pour tenter de mieux comprendre la source et l'ampleur de l'effondrement.

Pour Corm, la faillite dans laquelle le Liban est plongée est le résultat de trente années de mauvaise gouvernance. De modèle en matière de libéralisme financier, le pays a sombré dans un dirigisme économique orchestré par le système bancaire.

**«Il faut repenser les fondements de l'économie libanaise.»
Georges Corm**

Pour aborder la crise libanaise, Georges Corm remonte le fil du temps et rappelle que durant les années 1950-1960, le Liban était le pays le plus développé de la région. «À la fois hôpital, école et banque du Moyen-Orient», souligne-t-il.

En terme de développement économique, il n'était pas loin du Portugal voire de la Grèce.

Alors que l'économie des pays voisins du monde arabe a prospéré, le Liban d'après-guerre (1975-1990), ravagé, s'est fait prendre dans une spirale d'endettement dans le but de financer la reconstruction et le redressement financier et économique. Le Liban porte désormais les cicatrices des trente années passées.

L'historien a souvent qualifié le Liban d'«État tampon», théâtre des conflits extérieurs et dont les ressources, surtout humaines, sont menacées par les appétits des grandes puissances. Ce constat est plus actuel que jamais.

Les accords de libre-échange ont dévasté le Liban, son agriculture et son industrie. Ils se sont traduits par la suppression des droits de douane et autres taxes à l'importation, avec l'Union européenne (UE) et des partenaires arabes (entre 2008 et 2015). Cette vulnérabilité s'est aggravée avec l'adoption d'un taux de change fixe, dont le système bancaire a grandement profité. Les banques se sont ainsi servies de cette configuration pour attirer les dépôts en dollars, profitant d'une fiscalité accommodante et de taux d'intérêt élevés.

Selon lui, «personne n'a analysé correctement les statistiques concernant les dépenses publiques pour s'alarmer de son déséquilibre flagrant : la moitié du budget servait au service de la dette». A cela, il a ajouté: « La politique adoptée par les gouvernements successifs a fait choir le pays dans le cercle vicieux de la dette : l'Etat emprunte, en vendant des bons du Trésor, dans le but de combler le déficit budgétaire. Le poids de la dette publique augmentait et tire vers le haut les taux d'intérêt sur cette dette, ceci oblige l'Etat à s'endetter davantage : c'est ce que les économistes appellent « l'effet boule de neige »

«Le gouvernement central emprunte afin de rembourser ses emprunts. Toutes ces recettes ont asphyxié l'économie du pays.»

À la question de savoir si le refus du gouvernement libanais de coopérer avec le Fonds monétaire international (FMI) a précipité la descente aux enfers, Georges Corm répond sans ambages: «Je préfère qu'on reste loin du FMI et de la Banque mondiale, les expériences réussies par ces institutions étant peu nombreuses. Ces deux organismes nous obligeraient à adopter une politique d'austérité et contribueraient à engager l'économie du pays sur la mauvaise voie.»

Dans une économie reposant principalement sur le billet vert, certains comptaient sur les transferts de fonds en provenance des grosses fortunes du Golfe et de la diaspora libanaise, assortis à une recette pyramidale assez bénéfique à travers une rémunération très généreuse de l'épargne. Oubliant que ces fortunes n'appartiennent qu'aux épargnants et non pas à l'État libanais. D'autres envisageaient la paix avec Israël, accompagnée d'une naturalisation des réfugiés palestiniens afin de sauver le Liban de sa dette.

Le secret bancaire institué en 1956 avec l'objectif de soutenir l'économie libanaise, *sui generis*, était le pilier de sa réussite.

Désormais, il a servi *de facto* à camoufler le système de corruption, parrainer les milices, couvrir les transferts de fonds qui ont nourri les différents rivaux, et déguiser toute sorte de trafic: place à une évasion fiscale à grande échelle et au transfert d'argent vers les paradis fiscaux. En somme, «Il s'agit d'un grand mensonge, d'un vol organisé, tout simplement d'un gâchis», regrette l'économiste.

Comme bon nombre d'analystes, Georges Corm condamne un fléau national, qui d'ailleurs fait ravage dans la plupart des pays en développement : la corruption endémique.

Dans un pays où la classe dirigeante est accusée de favoriser un climat d'affairisme, les partis politiques ont bâti un système de patronage communautaire.

Georges Corm n'est pas tendre avec l'ère Hariri: «Depuis les années 1990, nous sommes en train de payer les conséquences du règne de la famille Hariri, père d'abord, fils ensuite.» La politique de Rafic Hariri a consisté à quémander sans répit de l'argent à l'extérieur. Il y a eu une politique méthodique consistant à écraser l'État sous le poids du surendettement, à la grande joie des banquiers.

Le Liban a la capacité de se remettre sur pied. Il faut simplement lui en fournir les moyens.

«Je vous explique une donnée très simple: à la tête d'une immense fortune, Rafic Hariri disposait d'une fortune de 3 milliards de dollars (1 dollar = 0,82 euro). À sa sortie du pouvoir, sa richesse a franchi le seuil des 17 milliards de dollars. Un système aberrant a été installé; en 1995, tout le monde s'en mettait plein les poches: avec un taux de change fixe, on s'endette en dollars à 6-7 % d'intérêt, pour acheter des bons du Trésor en livres rapportant plus de 30 %, ou bien on les place en livre libanaise dont les taux pouvaient atteindre 40 %. C'est ce que j'appelle le suicide de l'économie libanaise. Nous payons les pots cassés encore aujourd'hui.»

Le système bancaire s'est transformé en un système mafieux, renchérit Georges Corm: «Un régime unique au monde où les banquiers manipulent le moindre souffle de chaque citoyen. Une première dans l'histoire de l'humanité.»

Pour un pays qui a été un modèle de liberté économique et de libre entreprise, il s'est retrouvé plongé dans ce que l'économiste appelle «un dirigisme bancaire». Selon Georges Corm, c'est ce dirigisme qui a mené le pays à l'effondrement total.

Le Dr Corm n'est cependant pas aussi pessimiste quant à l'avenir du pays. Selon lui, le Liban a la capacité de se remettre sur pied. Il faut simplement lui en fournir les moyens.

«Je rappelle toujours que ce qui a garanti la prospérité du Liban dans le temps, et a fait de la livre libanaise une des monnaies les plus solides, est le taux de change flottant de la livre libanaise.»

Il faut réévaluer les moteurs traditionnels de l'économie du Liban. Ils sont actuellement au point mort.

La réserve d'or du pays du Cèdre est parmi les plus élevées de la région. Elle a une valeur symbolique et j'espère qu'elle restera intacte.

C'est Elias Sarkis, désigné en 1968 gouverneur de la Banque du Liban, qui a procédé à l'acquisition massive d'or. Au cours de la présidence de la Chambre de Hussein Hussein (1984-1992), une loi a été adoptée afin d'empêcher une quelconque mainmise sur cette réserve.

«Il est grand temps de retourner à l'économie productive, loin de celle de la rente et du monde artificiel.» «Le Liban pourra rapidement devenir un pays autosuffisant sur le plan alimentaire», estime Georges Corm. «Nous avons des ressources agricoles et des capacités industrielles formidables. Avec une forte coopération avec la Syrie, notre prolongement naturel, elles nous ouvrent une capacité d'exportation vers le reste du monde arabe voisin.

Il faut également empêcher la fuite des cerveaux et retenir la jeunesse, qui est douée pour l'informatique, un secteur stratégique.»

Selon le Dr Corm, il faut «célébrer la diversité de la population libanaise afin de mettre un terme aux conflits au profit de la coexistence: un État fort, placé au-dessus des communautés et non pas à la merci du bon vouloir communautaire».